

Un forum pour la société civile

La réaction du Conseil national économique et social aux violences qui ont affecté Alger et certains grands centres urbains en janvier dernier a surpris plus d'un et suscité nombre de réactions qui, pour l'essentiel, y ont vu une ouverture, intéressée ou commanditée, du Centre en direction de milieux agissants, dans le but de capitaliser, dans un sens pacifique et constructif, les réactions légitimes aux tares du système.

On peut critiquer la réaction du Cnes. Sa justesse et son opportunité sont toutefois indéniables pour cette première raison, majeure, que les transitions, lorsqu'elles œuvrent à des réformes ou à des transformations systémiques, ont un coût variable en fonction de la maturité des sujets et des acteurs, d'une part, des moyens pacifiques, ou non, dont ces derniers disposent pour négocier et installer leurs nouveaux armistices sociaux, d'autre part.

Les processus de lutte-coopération se déclinent spécifiquement, d'une société à l'autre, en fonction, entre autres, de ces paramètres. Mieux que dans tout autre pays arabe, les efforts d'adaptation, de mise à niveau ou de réformes déployés depuis le milieu des années 1980 autorisent, ici mieux qu'ailleurs, des alternances pacifiques et des compromis négociés pas à pas et largement partagés. Ce qui n'exclut pas, par ailleurs, des retours de boomerang ou des remises en cause ou des velléités de retour à des situations ante.

Quoi de mieux que les compromis pour éteindre les conflits entre porteurs d'intérêts opposés qui, après affrontements, acceptent, au moins pour un temps, les

bases d'une nouvelle coopération ; les conditions venant changer les luttes reprennent. Les conquêtes démocratiques et sociales jugées aujourd'hui comme les plus précieuses dans les sociétés démocratiques n'ont pas d'autre origine historique. Si elles sont considérées comme légitimes, c'est en grande partie parce qu'elles ont rendu les violences moins fréquentes et moins meurtrières, substituant aux échanges de coups les épreuves de force, puis la force du droit. Les conditions dans lesquelles cette force se distingue de la violence consistent en luttes et en alternances prolongées.

Le Cnes, comme instance consultative de concertation entre partenaires sociaux, participe d'une ingénierie institutionnelle qui favorise les transitions «soft». C'est à ce titre, et il a raison de le faire, qu'il ambitionne de mettre en place des plates-formes ad hoc adaptées à une réflexion qui se veut «de premier ordre et largement inclusive» et un authentique exercice de démocratie participative «à ciel ouvert», pour reprendre les termes de son président, M. Mohamed-Seghir Babès.

Ce faisant, le Cnes s'inscrit dans une fonction «d'espace passerelle» qui transcende les étroitesse partisans et catégorielles, pour jouer un rôle multi-vectorel – une vocation dont il entend désormais épuiser toutes les virtualités. En effet, la concertation «partenariale ouverte et plurielle» qu'il propose ambitionne de transcender toutes les chapelles.

Les quelque 500 intervenants que réuniront les quatre ateliers les 15, 16 et 17 juin prochain au palais des Nations, Club-des-Pins auront à mettre en débat les

constats, les questions-problèmes et les options avec la société civile, organisée ou non, et recueillir ses remarques, critiques et suggestions au travers de débats organisés sur les grandes thématiques du moment.

Il s'agit notamment de rechercher les grandes lignes de force qui traversent ces thématiques pour contribuer à mettre en place des politiques convergentes. De même qu'il s'agit de déterminer comment alerter les pouvoirs publics – tenus à un nécessaire rôle d'arbitrage démocratique – en leur signalant les chantiers qui paraissent prioritaires et en pointant les lignes de force des réformes attendues.

Les objectifs, a minima, fixés à cette rencontre inédite, se résument à deux :

- la délibération la plus large possible entre les représentants des divers secteurs de la société civile organisée et en émergence ;
- la restitution aux pouvoirs publics, sous les formes les plus appropriées, des échos de la société civile en termes de vécu, de préoccupations mais également d'attentes et de propositions.

Plus concrètement, le Cnes déclare cibler deux grands objectifs : primo, ancrer les principes de la gouvernance démocratique et, secundo, faire éclore les conditions d'élaboration d'un «pacte de la croissance et d'emploi» qui pérennise ces mêmes principes et installe dans la durée les dynamiques d'adaptation et de progrès.

L'exercice n'a certainement de chance d'aboutir que s'il ne participe pas du salamalec et ne consiste pas à jouer au pompier. Le Cnes assure qu'il s'agit d'as-

seoir une approche qui se veut rénover des «enjeux stratégiques de portée structurante», au premier rang desquels «l'approfondissement de réformes structurelles adossées à une transition systémique non cataclysmique» qui nous fasse l'économie d'une «fracture sociale dommageable». On revient encore une fois à minimiser le coût de la transition. Non pas à l'empêcher ou à la différer, mais à l'accompagner. A ce titre, le président du Cnes ne craint pas de dire qu'il s'inscrit résolument et expressément dans une direction de «ruptures incoercibles commandées par le nécessaire saut qualitatif que requiert le défi d'une légitime émergence de notre économie et de notre société».

Affinant ces objectifs fixés par la fiche-programme du bureau du Cnes, le comité ad hoc de pilotage et de suivi, qui poursuit les préparatifs à cadence élevée, entend organiser le débat autour de ces grands questionnements – qui sonnent comme autant de chantiers de réformes – dans quatre grands ateliers dédiés aux thématiques suivantes que nous reprenions dans leur dernière livraison :

1. pour un nouveau régime de croissance ;
2. pour un système de protection sociale, de solidarité nationale et d'inclusion sociale inscrits dans la durabilité ;
3. pour une gouvernance renouée à triple polarité «dialogue social / démocratie participative/coresponsabilité citoyenne» ;
4. pour une mise à jour de l'ensemble des politiques publiques orientées «jeunesse», visant à asseoir de nouvelles formes d'organisation, de représentation et



Par Ammar Berlhimer
Ambelhimer@hotmail.com

d'expression basées sur un dialogue autant structuré que soutenu et confiant.

Ces thématiques épuisent largement les revendications qui s'expriment çà et là, en dehors de tous les prismes déformants.

Les assises du Cnes qui réuniront les organisations de la jeunesse et des étudiants, les syndicats de salariés agréés ou autonomes, les organisations professionnelles, le patronat privé et public, les associations de femmes, le mouvement associatif, la communauté universitaire, les organisations de la diaspora et des personnalités participent à l'émergence d'une expertise nationale qui fait grandement défaut.

Audiat et altera pars («Que l'on écoute aussi la partie adverse»), dit l'adage romain. Il n'aura jamais été aussi approprié et opportun que pour les Algériens d'aujourd'hui.

A. B.

Le Soir sur Internet :
http://www.lesoir.dz
E-mail :
info@lesoir.dz

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Quoi ? Un appel à un putsch des militaires «avrilistes» ? Maître, vous n'y pensez pas !

Saisie de 300 kg de cannabis près de Chaâbat El Meztoul. La gendarmerie a procédé sur place à l'incinération de la drogue. Un geste salué comme il se doit par les habitants du village, tous unanimes pour déclarer...

...maintenant, nous pouvons enfin respirer !»

Mon Dieu ! J'aurais au moins vécu jusqu'à ce jour pour entendre ça : Ali Yahia Abdenour qui appelle l'armée à prendre ses responsabilités en virant Abdekka trop malade pour diriger le pays. Allons ! Allons ! Maître ! Je vous adore, mais ne flirtez-vous pas là avec une interruption de processus électoral avérée ? A travers cet appel, n'incitez-vous pas l'ANP à un coup d'Etat «Avriliste» à défaut d'être «Janviériste» ? C'est pas bien, ça, c'est pas bien du tout ! Et que va encore penser de nous la communauté internationale ? Et comment va réagir cette autre communauté, celle de Sant'Egidio ? Que les éradicateurs purs et durs, ceux qui appellent quotidiennement à dénoncer la concorde et la réconciliation initiée par Abdekka et considèrent de manière invariable qu'un bon tango, c'est un tango derrière les barreaux ou six pieds sous terre – j'en connais un d'ailleurs qui sévit tous les jours ici même, dans ce canard – lancent un appel du genre, je comprendrais, mais pas vous, Maître ! Vous, c'est les droits de l'Homme ! C'est le droit pour tout être, fût-il celui qui a ordonné d'enfourner un bébé et d'égorger sa maman, son papa, ses frères et sœurs d'être défendu, de bénéficier des lois de la

République. Et Abdekka n'a égorgé personne, que je sache. Il a été élu, que je sache. Il a un mandat à terminer, que je sache. Soyons alors civils et zen dans nos têtes et nos comportements. Ne convoquons pas l'armée à tout-va. L'armée doit se cantonner à ses tâches d'armée, n'est-ce pas ? L'armée doit rester dans les casernes, yek ? L'armée ne doit plus se mêler de dégommer ou de dézinguer un président, c'est ça, hein ? Alors, si une procédure en empêchement doit être engagée à l'encontre d'Abdekka, il faudrait se montrer légaliste jusqu'au bout, civil et respectueux des règles du jeu démocratique sans faille possible. Aux civils donc de prouver tout d'abord que Boutef n'est plus médicalement apte à diriger le pays. Que les mêmes civils ou d'autres civils encore plus civils que les premiers enclenchent ensuite les mécanismes constitutionnels qu'ils jugeront bon d'enclencher. Mais pas les militaires ! Pas les militaires et surtout pas vous dans le rôle de l'appelant au putsch. Non Maître ! Là, je l'avoue, vous me déroutez ! Car, au fond, quelle différence alors y aurait-il entre un coup d'Etat militaire et un autre ? Pourquoi l'arrêt du processus électoral – car un mandat présidentiel en cours, c'est aussi un processus électoral – auquel vous appelez aujourd'hui serait plus vertueux que celui qui a empêché dans les années 1990 la peste verte de tuer l'Algérie ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

LA GAMME CITROËN
CÉLÈBRE LE DESIGN
ET LA TECHNOLOGIE

À partir de 1 439 000 DA



CITROËN BERLINGO

JUSQU'À
150 000 DA
DE REMISE SUR LA GAMME CITROËN

Photos non contractuelle. *Taxe véhicules neufs non incluse.

www.citroen-algerie.com
INFO CLIENT : 021 84 92 94

